Projet de règlement grand-ducal

portant fixation, pour un emploi dans la carrière supérieure de l'attaché de Gouvernement au Ministère des Transports, de la matière spéciale de l'examen-concours prévu à l'article 18, paragraphe premier de la loi modifiée du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne.

Avis du Conseil d'Etat

(16 juin 2009)

Par dépêche du 25 mars 2009, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal portant fixation, pour un emploi dans la carrière supérieure de l'attaché de Gouvernement au Ministère des Transports, de la matière spéciale de l'examen-concours prévu à l'article 18, paragraphe premier de la loi modifiée du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne.

Le texte du projet de règlement grand-ducal, élaboré par le ministre des Transports, était accompagné d'un exposé des motifs.

L'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics a été transmis au Conseil d'Etat par dépêche du 5 juin 2009.

*

Le projet de règlement a pour objet de fixer le programme d'examen pour l'accès d'un agent de la carrière moyenne à la carrière supérieure de l'administration gouvernementale. Ce programme d'examen est axé sur l'emploi à pourvoir au niveau du ministère des Transports aux fins d'assurer l'encadrement des travaux de planification et le suivi de la mise en œuvre des projets d'infrastructures terrestres.

Le projet soumis donne lieu de la part du Conseil d'Etat aux observations suivantes:

Au préambule, le renvoi à la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat est surabondant et il y a lieu de le supprimer.

Le fondement légal se limitera au seul article 18, paragraphe 1^{er} de la loi modifiée du 14 novembre 1991 fixant les conditions et les modalités de l'accès du fonctionnaire à une carrière supérieure à la sienne.

En ce qui concerne les ministres proposant et chargés de l'exécution, on écrira le « Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative ».

L'article 1^{er} ne donne pas lieu à observation, sauf à opérer le redressement proposé par la chambre professionnelle en ce qui concerne la référence au Mémorial.

Les articles 2 et 3 sont à supprimer alors qu'ils font double emploi avec d'autres dispositions légales ou réglementaires applicables.

A l'article 4, qui devient l'article 2, il y a lieu de tenir compte de l'observation d'ordre formel relative à la désignation des ministres.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 16 juin 2009.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Alain Meyer